



**Fédération des Finances CGT
Syndicat CGT de l'INSEE
Syndicat CGT de la DGCCRF
Syndicat CGT de l'Administration
Centrale et de l'Industrie**

Communiqué

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi

BERCY s'installe dans une logique de confrontation !

TOUTES et TOUS, EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS, LE 15 MAI !

Le 29 avril dernier, les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, CFTC, UNSA, CGC ont participé à une réunion proposée par Monsieur Le Pape, Directeur Adjoint de Cabinet de Madame Christine Lagarde, au sujet de la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Lors de cette réunion, la Fédération des Finances CGT, ses syndicats de l'Insee, de la Dgccrf, de l'Administration Centrale et de l'Industrie ont exigé l'ouverture d'un processus de négociations sur les revendications des personnels (voir la déclaration liminaire de la CGT ci-jointe).

Des interventions de Monsieur Le Pape, il ressort les éléments suivants :

- Les décisions annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques seront mises en œuvre.
- A l'heure actuelle, l'ouverture d'un processus de négociations sur les revendications des personnels n'est pas à l'ordre du jour. Au mieux, les organisations syndicales seront informées et concertées s'agissant des décisions devant être prises par Madame Lagarde.

Qu'il s'agisse de l'évolution des missions et de leurs périmètres, de l'organisation des différentes directions générales, des administrations centrales, des services déconcentrés, de la politique de l'emploi, des moyens budgétaires devant être alloués, Monsieur Le Pape s'est totalement inscrit dans les logiques à l'œuvre de casse des politiques et des services publics.

Les usagers et les citoyens seront les principales victimes de telles politiques.

Ainsi, en refusant de garantir le maintien des directions départementales de la DGCCRF comme des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le Directeur Adjoint de Cabinet de Madame Lagarde annonce un recul du service public de proximité et de pleine compétence, inacceptable et sans précédent.

**Plus que jamais, il nous faut ensemble, par et dans l'action, imposer d'autres choix !
C'est pourquoi, la Fédération des Finances CGT, ses syndicats de l'Insee, de la Dgccrf, de l'Administration centrale et de l'Industrie appellent les personnels à s'inscrire massivement dans le processus d'action, sous la forme de la grève et de manifestations du 15 mai prochain.**

Montreuil, le 30 avril 2008.